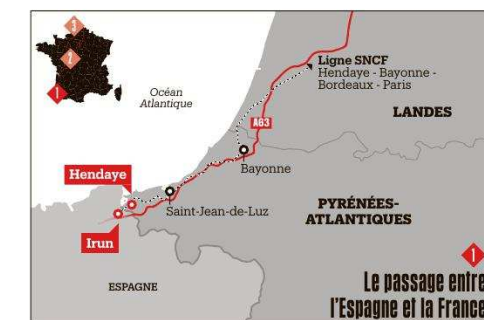




« Quand on part de son village, on sait que ça va être dur, qu'on va devoir faire face à des obstacles. Mais la France, c'est le pays des libertés : on se dit qu'elle ne nous laissera pas tomber. En fait, c'est tellement plus dur que tout ce qu'on a pu imaginer. » L'Ivoirien rêve toujours de rejoindre la région parisienne où il espère devenir peintre en bâtiment, métier qu'il pratiquait au pays.

Côté français, les résidents de Hendaye, station touristique à flanc de montagne, assurent constater les conséquences des *pushbacks*. Sur les ponts internationaux Saint-Jacques et de Béhobie, jonctions entre les deux pays, les policiers français se relaient jour et nuit. Leur présence pousse les exilés à prendre davantage de risques. Les plus téméraires traversent le pont en courant : les locaux en ont vu certains se ruer à grandes enjambées sur le pont, suivi d'un jeu du chat et de la souris dans les ruelles de la cité. D'autres cherchent à traverser directement le fleuve Bidassoa à la nage. L'océan tout proche agite le cours d'eau et rend ce mode opératoire très dangereux. Mi-mars, deux migrants ont été repêchés, l'un d'eux par un promeneur. « Il était tout habillé, dégoûtant et encore tétanisé,



explique ce riverain. « Dès qu'on ferme un passage qui était plus ou moins sûr, un autre plus risqué s'ouvre », précise Anaitze Aguirre à Irún. Du côté de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, on reconnaît que les effectifs policiers ont été renforcés dans le département depuis l'annonce par le président de la République, le 5 novembre, d'« un doublement des effectifs aux frontières [...] qui s'est traduit par un renfort qui a atteint, à son plus haut niveau, 191 effectifs ». Pour autant, la préfecture refuse de confirmer que la pra-

tique du *pushback* a cours. C'est un paradoxe, mais ce récent durcissement pourrait profiter aux passeurs à la petite semaine. Franck affirme qu'il est de temps en temps abordé par des Espagnols opportunistes qui lui proposent de grimper dans leur voiture pour 50 ou 100 euros. Ces pratiques étaient plus ou moins en sommeil depuis l'été, lorsque plusieurs personnes ont été interpellées en tentant de franchir la frontière avec des migrants. Elles cachaient parfois des réseaux plus structu-

Suite page 4

« Les passeurs ont une extrême adaptabilité »

Le commissaire Xavier Delrieu explique comment la police lutte contre les réseaux et la manière dont ces derniers se mettent en place depuis l'étranger.

Xavier Delrieu est commissaire de l'Office central pour la répression de l'immigration irrégulière et de l'emploi d'étrangers sans titre (Ocrist), qui dépend de la direction centrale de la police aux frontières (PAF). Cet organisme a pour but de lutter contre les réseaux qui favorisent l'immigration illégale.

Comment démarre une enquête ?

De multiples façons. Parfois, c'est du renseignement international ou national. Dans d'autres cas, mais c'est plutôt rare, c'est par saisie directe des magistrats. Nous avons aussi de temps à autre des dénonciateurs anonymes. Ensuite, nous nous appuyons sur 45 brigades mobi-

INTERVIEW

les de recherche, rattachées à la PAF

partout en France. Au total, cela fait tout de même 600 enquêteurs pour lutter contre les filières et la fraude documentaire. **Combien de filières ont été démantelées par vos services ces deux dernières années ?**

Il y a eu 328 filières démantelées en 2019 et 264 en 2020. Cette baisse s'explique car le confinement et la crise du Covid ont entraîné une mise en sommeil des dossiers – excepté pour les filières de *small boats* qui ont prospéré pendant la période de confinement. Il existe trois types de filières : celles qui permettent l'entrée sur le territoire national, celles qui servent au transit et celles chargées du maintien sur le territoire français par de faux documents ou par le travail au noir. Elles sont implantées un peu partout en France : aux frontières bien sûr, mais aussi dans les grosses métropoles.

Comment ces réseaux sont-ils organisés ?

Ils le sont souvent par nationalité. Certains, comme les Irako-kurdes, tiennent beaucoup de filières, notamment vers la Grande-Bretagne. Parfois, on retrouve plusieurs nationalités au sein d'une même filière, par exemple dans le passage en *small boats*, il y a des Irako-Kurdes, des Vietnamiens, des Soudanais... Celles du Maghreb sont plutôt dédiées au maintien et à la fraude documentaire.

Ensuite, ces trafics sont souvent organisés de l'étranger. En Irak et en Afghanistan par exemple, il y a des structures qui organisent les arrivées de migrants sur le territoire français. Ils implantent des relais ici pour les dispatcher ou les maintenir en France. Ils ont aussi souvent des appuis dans les pays européens : la Belgique, l'Allemagne, les Pays Bas... Sur les *small boats* par exemple, ils achètent parfois le matériel en Allemagne parce qu'ils savent que ça a été surveillé en France. Et puisqu'il y a beaucoup de migrants outre-Rhin, ils les font venir dans le nord de la France pour les faire monter dans les bateaux. Pour cette raison, nous travaillons beaucoup avec les mécanismes de coopération européenne, Eurojust et Europol. **On sait que certains ont mis en place leurs propres modes de paiement depuis l'étranger, le *hawala*...**

Oui, ce sont des systèmes de compensation qui ont pour but d'éviter la circulation financière.

Cela passe par des « banquiers » installés dans les pays d'origine, qui vont recevoir l'argent. En Irak par exemple, la famille va lui donner de l'argent pour un passage. Quand il sera effectué, l'argent sera versé. Ça sert de banque de financement privé. C'est principalement de la compensation.

Parvenez-vous à arrêter les têtes des réseaux ?

Au niveau européen, on y arrive. Mais lorsque cela dépend d'autres pays (Irak, Pakistan Turquie...), nous n'avons pas une grande coopération ; au Vietnam c'est compliqué aussi, en Thaïlande c'est plus coopératif... Ça dépend donc essentiellement des pays. Mais nous avons des projets de renforcement de la coopération européenne avec ces pays. L'idée étant de remonter le plus en amont, avec des résultats qui ne sont pas négligeables.

Qu'est-ce qui rend la lutte contre les passeurs difficile ?

Ils sont très organisés et ils ont une extrême adaptabilité. Dès qu'il y a une faille, elle est exploitée, ils sont très réactifs, ils savent s'adapter aux réponses policières et judiciaires. Dès que vous supprimez des visas, ça devient une filière d'entrée. Les enquêtes durent entre six mois et un an et demi. Sur les *small boats*, on arrive à faire des enquêtes plus courtes car ils sont assez actifs, et on essaye d'être réactifs pour éviter des morts.

Recueilli par G.K.